



ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

N°2024/143/PM/TEMP

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
ET REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
LORS D'UN DEMENAGEMENT

Le Maire de la Ville d'OBERNAI,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux Droits et Libertés des Communes, Départements et Régions,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, Départements et Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal, article R.610-5,

VU le Code de la Route,

VU la demande formulée par l'entreprise Demexpert, sise 66 Avenue des Vosges à STRASBOURG (67000), le 12 décembre 2024, concernant un déménagement,

CONSIDERANT que le Maire est chargé sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le Département, de la Police Municipale, de la Police Rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs ;

CONSIDERANT que la Police Municipale a pour but d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publics ;

CONSIDERANT que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, il importe de réglementer l'occupation du domaine public, la circulation et le stationnement dans le cadre d'un déménagement,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

En raison d'un déménagement au 36-38 rue de Sélestat à Obernai, l'entreprise Demexpert est autorisée à occuper le domaine public à savoir 2 places de stationnement et une partie de la voirie, tout en veillant à permettre la circulation des véhicules, **le lundi 23 décembre 2024 de 7h30 à 12h00.**

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire, à savoir un panneau « piétons emprunter le trottoir d'en face » et un panneau « voie rétrécie » sera mise en place par le demandeur qui mettra également du personnel à disposition pour la gestion de la circulation si besoin. La Police Municipale se chargera de contrôler la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 3 :

Pendant la durée du déménagement, le stationnement de tous genres de véhicules – sauf ceux en charge de l'exécution du déménagement – sera interdit dans l'emprise de la zone de déménagement.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

ARTICLE 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et la contravention sera réprimée conformément à l'article R.610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R.412-1 et suivant du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

Les services de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à :

- Sous-Préfecture de SELESTAT - ERSTEIN,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'OBERNAI,
- Au Cabinet du Maire ainsi qu'aux Adjoints de référence,
- Au pétitionnaire : Demexpert
- SIS 67
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'OBERNAI,
- A la DAE de la Ville d'OBERNAI / PASS'O,
- Aux archives.

Certification de publication :

Le Maire certifie que le présent arrêté revêt un caractère exécutoire et qu'il a été publié électroniquement sur le site Internet de la Ville en date du 17 décembre 2024.

Fait à OBERNAI, le 16 décembre 2024.

Bernard FISCHER

Maire d'OBERNAI
Conseiller Régional

Partager

36 Rue de Sélestat

← 38 Rue de Sélestat
Obernai, Grand Est
Google Street View
sept. 2022 Voir plus de dates

